



## FRANÇOIS FILLON : UN BALLON D'OXYGÈNE

ON me demande au nom de quelle autorité je donne des consignes électorales, alors que nos évêques eux-mêmes s'en abstiennent... Je vais vous le dire : je ne fais qu'obéir au Saint-Père. Lisez plutôt :

À propos de « certaines discussions qui ont singulièrement envenimé les vieilles querelles des partis », le Saint-Père ordonne que « les dissentiments qui ont surgi et qui se sont trop prolongés soient absolument écartés. Nous le désirons d'autant plus vivement que si la concorde entre les catholiques a été toujours nécessaire, elle l'est aujourd'hui au plus haut point. Tous se rappelleront qu'il n'est permis à personne de rester inactif quand la religion ou l'intérêt public sont en danger. En effet, ceux qui s'efforcent de détruire la religion et la société cherchent surtout à s'emparer, autant que possible, de la direction des affaires publiques et à se faire choisir comme législateurs. Il est donc nécessaire que les catholiques mettent tout leur soin à écarter ce danger et que, laissant de côté les intérêts de parti, ils travaillent avec ardeur à sauver la religion et la patrie. » (Lettre de saint Pie X à l'évêque de Madrid, le 20 février 1906)

### « MON PROJET POUR LA FRANCE »

« Le riche passé d'où nous venons donne sa forme à l'avenir que nous faisons », écrivait l'abbé de Nantes en 1958, l'année de la fondation des Petits frères du Sacré-Cœur à Villemaur (LETTRE À MES AMIS n° 37, été 1958). Cette pensée résume le "PROJET POUR LA FRANCE" de François Fillon, fruit d'une longue enquête de quatre ans en métropole et outre-mer :

« J'ai sillonné les routes, et j'ai pris le temps d'écouter tous ceux que j'ai rencontrés : exploitants agricoles, entrepreneurs, ouvriers, professions libérales, fonctionnaires, familles, enseignants, professionnels de santé, agents des forces de l'ordre, militaires, retraités, acteurs engagés dans les associations. Le génie français est toujours là, intact dans son inventivité et son audace, mais notre système est complètement bloqué. »

Comment le débloquent et calmer « la colère » qui « monte » ? « Le temps n'est plus aux demi-mesures. Mon projet est puissant et conquérant : c'est celui du redressement national. Il est réaliste et sincère, il ne cède pas à la démagogie et aux illusions ; son

financement est cadré. Je l'ai bâti avec un millier de contributeurs, acteurs de la société civile, parlementaires et experts. »

Objectif : « Je veux que nous retrouvions le plein emploi et que dans dix ans la France soit la première puissance européenne. » Le moyen ? « L'urgence est de libérer notre force économique qui étouffe sous les normes et les charges. Cette libération sera le tremplin de l'emploi. »

### TRAVAIL

Pour « restaurer massivement la compétitivité de nos entreprises et desserrer les contraintes qui les étouffent, il faut radicalement moderniser notre marché de l'emploi ; encourager l'investissement et en particulier l'investissement français ; il faut défendre nos industries, et apporter un soutien particulier à notre agriculture qui souffre. »

« L'agriculture est un secteur stratégique. C'est la France rurale, celle des territoires et des terroirs. Autour des deux millions d'emplois directs de la production agricole, douze millions de Français vivent et travaillent. C'est la France puissante, celle qui a conquis son indépendance alimentaire, et qui exporte. »

« Contre le chômage qui touche près de 6 millions de nos compatriotes, contre la croissance molle et la désindustrialisation, la France a tout essayé... sauf ce qui marche partout ailleurs. Et ce qui marche dans les autres pays, c'est une politique économique qui place les entreprises au cœur de la croissance, et qui leur donne les moyens de se développer et de créer des emplois. »

« C'est parce qu'elle réalise des bénéfices qu'une entreprise peut investir, innover, gagner des parts de marché, et donc créer des emplois. » Il faut donc « réduire les charges sociales et les impôts des entreprises : non pas pour leur faire des "cadeaux", mais pour favoriser l'investissement, l'innovation et la création d'emplois. »

Concrètement, « cela représente 35 Mds € en faveur des entreprises : 25 Mds € au travers d'une baisse des charges sociales et des impôts qui pèsent sur la production, et 10 Mds € au travers d'une baisse de l'impôt sur les sociétés. Par ailleurs, la sup-

pression de l'ISF porte ces allègements à 40 Mds €. Cela représente plus que l'ensemble des dépenses de R&D des entreprises (30 Mds €) ou 15 % de leurs dépenses d'investissement (260 Mds €) : de quoi redonner un nouveau souffle à l'économie française ! »

À condition de rendre à tout le monde la volonté de travailler et de « faire disparaître la peur d'embaucher. Pour cela, il faut d'abord clarifier et sécuriser les règles qui régissent le contrat de travail et sa rupture. Contraignantes pour l'employeur, peu protectrices pour les salariés, empreintes d'une forte insécurité juridique, elles contribuent à rigidifier le marché du travail, à freiner les recrutements et à privilégier le recours aux CDD souvent très courts : 9 embauches sur 10 se font aujourd'hui en CDD. La priorité doit être désormais de faciliter les recrutements dans le cadre de contrats stables. »

Le moyen d'y parvenir ? Remplacer la lutte syndicale par le « dialogue social », la concertation « et d'abord au niveau de l'entreprise ». Et sans attendre : « à partir de l'été 2017 ». C'est génial, parce que c'est la meilleure façon de mettre fin au « chômage institutionnel ».

« Je veux lever enfin le verrou des 35 heures. Cette utopie, qui est restée une exception française, doit être abandonnée. Pour renouer avec la compétitivité et pour remobiliser la force de travail, je donnerai la priorité à la négociation collective pour trouver, dans l'entreprise, les moyens les plus efficaces pour augmenter la durée effective du travail et en définir les contreparties salariales. »

À ce prix, « le plein emploi est possible en France ». Et sans attendre ! « Redresser les comptes de l'Unédic avant la fin de la mandature et engager le remboursement de ses 40 Mds € de dettes, en invitant les partenaires sociaux à parvenir, à l'automne 2017, à un accord pour le redressement complet des comptes de l'assurance chômage sur le quinquennat. »

### FAMILLE

« La famille est un pilier de notre société, le premier lieu de socialisation et d'éducation de l'enfant. C'est pourquoi je veux la soutenir, la protéger et lui redonner ses droits. Des parents qui s'investissent dans l'éducation de leurs enfants contribuent à leur plus grande autonomie et à leur sens des responsabilités. Inversement, quand la famille ne fonctionne pas, c'est toute la société qui en pâtit. »

« La politique menée depuis 2012 a remis en cause les fondements de notre politique familiale. »

Pour la rétablir, il faut « réécrire la loi Taubira, sans effet rétroactif et en concertation avec toutes les associations concernées, en posant la règle que l'adoption plénière sera réservée aux couples de sexe différent, la filiation n'ayant de sens qu'à l'égard d'un homme et d'une femme ».

Le prolongement de la famille est l'école, aujourd'hui « devenue un laboratoire d'expérimenta-

tions hasardeuses ». Comment « refonder l'école » ? « Je veux le retour du bon sens à l'école. » Tout simplement ! « Le français, les mathématiques et l'histoire-géographie doivent constituer un socle de connaissances pour tous. Donner aux jeunes Français une culture commune est une nécessité pour restaurer un lien social solide et refonder un réel sentiment d'appartenance au pays. »

« Commencer la scolarité obligatoire à cinq ans » et l'apprentissage dès l'âge de quinze ans, « instituer une tenue vestimentaire spécifique à l'établissement pour les élèves de l'école et du collège ».

### PATRIE

« La réforme de l'État est la condition indispensable pour renforcer l'efficacité de la dépense publique tout en améliorant la qualité du service offert aux Français. » Comment faire ? d'abord entreprendre « un travail détaillé d'évaluation de l'efficacité des dépenses et de leur pertinence. » Pour ce faire, « il faudra mobiliser tous les services, qui auront des objectifs d'économies sur cinq ans. »

« Je souhaite que les Français puissent suivre l'évolution de ces réformes, grâce à l'open data. Je veux baisser la dépense publique après avoir évalué son efficacité, de 100 Mds € sur cinq ans, en recherchant les sources d'efficacité et en conduisant une réflexion approfondie sur le poids du secteur public. Je souhaite que la sphère publique ne prenne pas plus de place en France que dans des pays comparables au nôtre, ce qui suppose de réduire le nombre d'emplois publics mais également de revoir le périmètre des interventions de l'État. » Afin de rendre la liberté d'initiative aux citoyens !

« Réformer l'État suppose que chacun se mobilise en faveur d'une plus grande efficacité de la dépense publique. C'est un chemin exigeant mais vertueux, pour alléger le poids du secteur public et concentrer la dépense sur les domaines qui en ont le plus besoin. Réduire la dette suppose forcément de réduire la dépense, mais je souhaite que cet exercice soit aussi l'occasion d'améliorer l'action de l'État. »

Comment « réaliser 100 Mds € d'économies de dépenses publiques sur cinq ans » ? En réduisant le nombre d'emplois publics à ceux qui sont utiles ! plus précisément : à ceux qui sont nécessaires, « en recentrant la puissance publique sur les missions qu'elle est la seule à pouvoir assurer ».

En tout premier lieu : « Proposer aux Français par référendum, une réduction du nombre de parlementaires, à environ 400 députés et 200 sénateurs afin de donner à ceux-ci les moyens nécessaires pour exercer leur fonction. »

Et tirer au clair la leçon des « affaires » qui atteignent des centaines de parlementaires : « Instituer la transparence totale par la publication obligatoire des liens de parenté entre les parlementaires et les collaborateurs (y compris en cas de recrutement croisé). »

L'urgence est de restaurer la fonction régaliennne de l'État par excellence, condition première de notre survie : *« Il n'y a pas de diplomatie dans le concert des nations sans une armée forte. Il n'y a pas d'armée forte sans équipements modernes de qualité. Ma responsabilité première sera de donner à nos militaires les moyens d'assurer la lourde tâche qui est la leur : protéger notre pays, garantir notre liberté et notre sécurité, en consacrant à la Défense un budget permettant de préparer l'avenir. »*

*« Le prochain quinquennat sera en effet marqué par des défis nombreux : retrouver la capacité opérationnelle des armées »,* surmenée sous et par le ministère Le Drian, *« garantir le maintien des composantes de la dissuasion nucléaire »,* à bout de souffle, *« assurer l'excellence de nos capacités et la permanence de notre base industrielle et technologique de Défense, adapter la condition militaire aux réalités d'aujourd'hui, privilégier la réserve par rapport à un service militaire volontaire fourre-tout et coûteux. »*

*« Mon projet pour notre Défense s'inscrit dans le redressement général du pays. Il y va de l'indépendance de notre pays, de la sauvegarde de nos atouts, de la défense de nos intérêts, de nos valeurs et de notre participation responsable au développement de la paix et de la sécurité internationale. »*

Après le "BREXIT", il convient de *« maintenir une coopération étroite avec le Royaume-Uni »*. Afin de ne pas faire seuls les frais de la "Croisade" contre l'État islamique, il faut *« mutualiser avec nos partenaires européens et en priorité avec l'Allemagne le financement des opérations extérieures »*.

Comme François Fillon l'a dit à Toulon, nous avons les meilleurs soldats du monde, états de service à l'appui, et aussi le moins pire des taux de natalité.

*« Notre démographie est une des plus dynamiques d'Europe de sorte que nous n'avons pas besoin, à la différence de la plupart de nos voisins européens, de l'immigration pour soutenir notre croissance. »*

Il n'empêche que, *« dans le même temps, la crise économique et sociale, le taux de chômage de l'ordre de 10 %, très supérieur à la moyenne de l'Union européenne, les déficits budgétaires et sociaux records »* nous pénalisent, et *« l'insuffisance de la construction de logements ne permettent plus l'accueil des nouveaux arrivants dans de bonnes conditions. »*

*« La France ne peut pas baisser la garde en matière de contrôle des flux migratoires et c'est pourtant ce que fait le gouvernement socialiste depuis 2012. Il y a des lieux en France où le sentiment d'appartenir à la même nation s'est disloqué. Les replis identitaires avancent et l'intégration recule. La France est une Nation, en droit de choisir qui peut la rejoindre et en droit aussi d'exiger des étrangers qu'ils se plient à ses lois et à ses coutumes. L'unité nationale commande une autre politique de l'immigration. »*

En quoi consistera-t-elle ? C'est très simple :

*« Inscrire dans la Constitution le principe de quotas fixés par la loi, plafonnant le nombre de titres de séjour pouvant être délivrés chaque année au titre de l'immigration professionnelle et familiale, en fonction des capacités d'accueil de la France et des capacités d'intégration des demandeurs. »*

Sur la "SÉCU", il n'est pas question de faire machine arrière. *« Car comment se satisfaire d'une situation dans laquelle les déserts médicaux se multiplient, où les urgences sont saturées, où un ouvrier a une espérance de vie de six ans inférieure à celle d'un cadre, où les professionnels de santé se sentent de plus en plus déconsidérés ? Comment accepter que de nombreux Français renoncent à se rendre chez le dentiste ou à porter une prothèse auditive pour des raisons financières ? Comment prétendre qu'il n'y a pas de réforme à mener quand l'assurance maladie est en déficit depuis 1988 et qu'elle a accumulé 120 Mds € de dette depuis vingt ans ? Je ferai de la prévention une priorité pour que la France ne soit plus à la traîne dans ce domaine et pour que les Français restent en bonne santé le plus longtemps possible. Je prendrai les mesures nécessaires pour que chaque citoyen, où qu'il se trouve sur le territoire, ait accès à des soins de qualité. Je garantirai l'avenir de notre système de santé solidaire en équilibrant enfin les comptes de l'assurance maladie. Je rembourserai mieux les soins encore à la charge des assurés, pour combler les trous qui existent dans notre système de protection. Je ferai du secteur de la santé une source d'innovation et un facteur de croissance et de souveraineté nationale. »*

Mais il y a une condition : *« Que personne n'abuse de la générosité de l'assurance maladie. Pour réussir, je m'appuierai sur les idées et l'engagement de tous les acteurs du système de santé car je suis convaincu que la réforme ne réussira que si elle est portée par eux. J'organiserai donc des états généraux de la santé fin 2017 / début 2018 pour arrêter définitivement les mesures de modernisation de notre système de santé solidaire. »*

Pour réduire les dépenses, il faut tâcher de prévenir plutôt que d'avoir à guérir : *« Rembourser une consultation de prévention tous les deux ans pour tous les Français. Elle sera assurée par le médecin traitant qui verra reconnaître son rôle clef dans le "maintien en bonne santé" de la population. Plus complète, elle durera plus longtemps qu'une consultation moyenne et sera rémunérée en conséquence. »*

Si la population se *« maintient en bonne santé »,* non seulement on épongera la dette, mais on pourra *« lancer un grand Plan Santé à l'école »,* avec *« prévention des addictions (écran, tabac, alcool, cannabis et autres drogues) »* ; *« combattre les déserts médicaux et réduire les temps d'attente aux urgences en développant les maisons médicales et les structures d'urgences pour les premiers soins. Laisser une grande liberté d'organisation aux professionnels de santé pour créer les structures les plus adaptées. »*

« Renouer avec l'excellence de la recherche pour qu'elle redevienne le fer de lance de l'innovation et faciliter la création de partenariats publics-privés pour donner naissance à des entreprises innovantes dans le secteur de la santé. Encourager fortement la recherche médicale par le renouvellement des plans "autisme", "maladies rares", "cancers" et "maladies neurodégénératives", pour identifier et développer des traitements pour guérir ou prévenir ces maladies. »

Il n'y a pas que les « déserts médicaux » : le "désert" tout court gagne la ville et la campagne de notre France dévastée :

« Les territoires ruraux sont les premiers territoires abandonnés de [et par] la République. Ces territoires, je les connais comme aucun autre candidat à l'élection présidentielle ne les connaît.

« Depuis une dizaine d'années, j'ai vu la situation de nos territoires se dégrader. La concentration des populations et des richesses vers les grandes métropoles s'est accélérée. La fracture territoriale n'a jamais été aussi profonde. Elle oppose les territoires urbains riches et dynamiques aux territoires ruraux et péri-urbains pris dans une spirale de paupérisation. Avec cette fracture territoriale, c'est l'unité même de la France qui est menacée.

« À côté des villes où se concentrent l'activité économique et les ressources, on ne peut pas accepter que s'étendent des territoires vidés de leurs emplois, désertés par les services publics, privés du soutien de l'État, laissés seuls face aux détresses sociales. Nos élus territoriaux font un travail formidable. Mais ils sont laissés en première ligne face à la dégradation économique et sociale... »

Sous la houlette de François Fillon, nos paysans rendront vie au désert français en commençant par le commencement : « Maintenir le "dernier commerce" installé en milieu rural et développer des projets de commerce multiservices avec la Poste, les opérateurs téléphoniques et des acteurs publics et privés. »

Les chasseurs y compris :

« Aujourd'hui, l'Europe se mêle de tout et bien trop souvent de ce qui relève de la responsabilité et de la compétence des Nations et des Régions ! Je veux lever certaines contraintes inutiles et simplifier les démarches qui encadrent la pratique de la chasse, activité transversale essentielle, avec l'agriculture et la forêt, de l'espace rural et maritime français. »

François Fillon a l'intention de « lancer, dès l'été 2017, des états généraux pour refonder les politiques de la pêche et de l'aquaculture en les plaçant sous le signe de l'innovation, de la qualité, de la sécurité et de la durabilité. Ces états généraux viseront à doter la France d'un plan national d'exploitation durable des ressources biologiques marines (pêche, conchyliculture, aquaculture, algoculture) en réduisant les contraintes administratives pour permettre aux professionnels de vivre de leur activité et pour accompagner le développement de nouvelles formes de production. »

Encore faut-il que soit assurée « la première des libertés », fruit de la sécurité et de la tranquillité de l'ordre : « La loi du 15 août 2014 de Christiane Taubira a officialisé la quasi-impunité des délinquants. »

Sans oublier les 250 000 sapeurs-pompiers, « troisième force de sécurité » à laquelle François Fillon rend un hommage bien senti, non pas démagogique mais appuyé sur « une détermination sans faille, des principes simples : tolérance zéro, impunité zéro mais aussi prévention, une réorganisation dans le détail des politiques menées et des moyens enfin à la hauteur des besoins, telles sont les clés du succès. »

Pourtant, il ne faut pas se le dissimuler, « Nous allons hériter d'une situation très dégradée alors même que la conjoncture des trois dernières années a été favorable en Europe et dans le monde et que la plupart de nos voisins européens ont su en tirer parti.

« Les chiffres de l'Insee pour 2016, les travaux du rapport Pébereau, ceux de la Cour des comptes ou du Haut conseil des finances publiques récemment publiés viennent confirmer ce que nous disons depuis plusieurs mois : le déficit ne diminue plus et va même s'aggraver, la dette continue de s'envoler, nous mettant à la merci d'une montée des taux d'intérêts que l'on voit déjà poindre, et le taux de chômage stagne autour de 10 %.

« La politique économique menée tout au long du quinquennat par François Hollande et Emmanuel Macron est un échec. Les réglementations ont succédé aux réglementations alors que les entrepreneurs demandaient avant tout de la liberté. La hausse massive des impôts au début du quinquennat puis les va-et-vient fiscaux ont découragé les investisseurs et ont cassé la confiance de nos partenaires économiques. L'absence de cap a découragé tous ceux qui auraient souhaité développer leur entreprise, embaucher, et réinvestir les fruits de leur activité en France.

« Les comparaisons internationales ne sont pas flatteuses : en 2016, la croissance allemande était de 1,9 %, celle de l'Espagne devrait être de 3,2 %, celle du Royaume-Uni de 1,8 %, quand la France peine à atteindre 1,1 %. Gardons à l'esprit que, dans le même temps, la population française augmente et celle de l'Allemagne diminue, si bien que la création de richesse par habitant s'effondre en France, quand elle croît en Allemagne. Le déficit commercial et la faiblesse de l'investissement révèlent une nation en perte de vitesse.

« Il est urgent d'agir, avant qu'il ne soit trop tard. »

Ces extraits des propositions, inscrites sur le site [www.fillon2017.fr](http://www.fillon2017.fr), suffisent à nous faire un devoir non seulement de voter pour lui, mais encore de le soutenir dans la mise en œuvre de ces propositions, qui exigent bonne volonté et dévouement de tous. En ce centenaire des apparitions de Fatima, implorons du Cœur Immaculé de Marie la grâce d'être remplis de charité, de force et de persévérance pour être les instruments de son amour pour notre Patrie. *frère Bruno de Jésus-Marie.*